Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1)

Anne Le Huerou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/692>

DOI : 10.4000/conflits.692

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Anne Le Huerou, « Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/692> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.692>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1)

Anne Le Huerou

- 1 Anne LE HUEROU ¹
- 2 Introduction² Guerre de plus de 18 mois en Tchétchénie ; l'Etat qui n'hésite pas à recourir à la violence et la laisse se développer dans les institutions qu'il contrôle (police, armée, prisons) ; criminalité organisée au coeur de la vie économique et de certains des rouages de l'Etat ; faits divers et violence domestique enfin, qui alimentent massivement les représentations de la violence dans la société, par l'intermédiaire notamment des médias : la Russie post-soviétique apparaît comme le lieu d'une violence omniprésente, aux formes et origines multiples et éclatées, et qui serait en passe de miner le pays. Et lorsqu'elle est absente ou presque, dans ses dimensions sociales ou politiques, elle n'en est pas moins annoncée, médias et intellectuels se rejoignant pour prédire le basculement prochain de pans entiers de la société dans l'émeute ou la guerre civile et évoquer le spectre d'une " balkanisation " du Caucase ou d'une Violencia à la colombienne.
- 3 Ces représentations sont produites en Russie même, où elles témoignent des insuffisances des catégories qui pourraient servir à décrire et analyser les processus en cours dans la société et le système politique. Mais elles sont aussi fréquentes à l'étranger, où elles reflètent la difficulté de saisir l'ensemble des transformations et des problèmes qui affectent ce pays. La Russie est le plus souvent appréhendée comme une exception absolue, que lui confèrent l'immensité de son territoire, son histoire, et bien entendu l'expérience unique de soixante dix ans de communisme. La violence ayant tenu une place centrale dans cette expérience, la difficulté à la penser dans un nouveau contexte est d'autant plus grande.
- 4 Le répertoire de la violence : héritages et nouvelles manifestations
- 5 Violence et totalitarisme
- 6 Un détour par une évocation du passé totalitaire de la Russie peut aider à comprendre comment cette société ayant vécu dans sa totalité une expérience extrême de violence

est amenée à réagir à des violences importantes, mais éclatées, se manifestant dans un nouveau contexte. Mais si l'intégration du passé dans le raisonnement est nécessaire à la compréhension de la violence actuelle en Russie, cela ne signifie nullement un ralliement aux analyses qui avancent en priorité la continuité du système hérité de la période soviétique et de l'homo sovieticus.

- 7 L'Union soviétique stalinienne a constitué une expérience extrême et permanente de la violence, politique et sociale, passant par des répressions massives de groupes entiers de la société et par la violence quotidienne s'exerçant sur des millions d'individus. Hannah Arendt, lorsqu'elle analyse le rapport entre pouvoir et violence, ne les confond pas, estimant que la seconde n'est jamais légitime, ce qui revient aussi à dire que le totalitarisme ne peut pas fonctionner comme système stable : la violence est une condition de l'exercice du pouvoir qu'elle menace à son tour en se développant de manière autonome. En ce sens, malgré et à cause de sa violence, le totalitarisme était voué à disparaître³.
- 8 L'on sait aujourd'hui que, même au plus fort de la période stalinienne, la société tenta de conserver des espaces de liberté, ne serait-ce que dans la sphère privée, et ce malgré l'intimidation et la délation qui régnaient jusque dans les relations intra-familiales.
- 9 On ne reviendra pas ici, sur les très nombreuses discussions autour de la nature du totalitarisme, qui ont marqué le débat intellectuel, tardivement en France⁴, ni sur l'histoire de la violence totalitaire, celle des camps, de la répression politique et policière, ou de la guerre⁵. C'est d'ailleurs à la littérature et aux témoignages⁶ qu'il faut faire place pour rendre compte de cette expérience, mais aussi des logiques de survie, voire d'une résistance prenant appui sur les " fissures " du système, dans les camps soviétiques. Ces témoignages permettent de comprendre que si le système lui-même portait une violence considérable, c'est la violence dans le système qui a sans doute laissé le plus de traces. Et il ne s'agit pas seulement des goulags, mais aussi des maisons de redressements pour adolescents " difficiles " ⁷, ou simplement du service militaire⁸.
- 10 Il est important de rappeler ce qui dans cette expérience fonde en partie les comportements, les attitudes face à la violence que l'on peut repérer aujourd'hui, ce que Bertrand Badie a appelé l'effet culturel du totalitarisme⁹. Effet qui fonctionne à double sens, dans la permanence de valeurs et d'attitudes répressives ou autoritaires, et dans une répulsion générale vis-à-vis de la violence politique, un refus de la guerre, même s'il s'agit le plus souvent d'opinions abstraites, qui ne se traduisent que très faiblement en mobilisations. Un constat auquel fait écho l'idée que " ce qui caractérise le système soviétique est l'aliénation de la volonté individuelle et la transformation de sujets d'action historiques en objets de répartition du pouvoir, privés même de responsabilité sur leur propre vie ¹⁰ ".
- 11 Le thème de la violence installée dans les mentalités, jusqu'au coeur de la vie quotidienne a été très largement développé dans les premières années de la perestroïka, comme le rappelle Françoise Thom quand elle analyse la presse de ces années¹¹ : " Nous sommes des ennemis les uns à l'égard des autres. Il n'y a rien d'autre entre nous que de l'hostilité " ; nous sommes dépourvus de droits, même du simple point de vue de la vie quotidienne. Nos contacts [...] ne sont qu'une longue série d'humiliations [...]. Cette absence de droits se compense parfois de manière inattendue - par le désir d'humilier autrui ; nous assistons à un processus étrange pour lequel je ne peux trouver d'autre mot que " ensauvagement " ¹².

- 12 La société soviétique qui va entrer dans la perestroïka en 1985 n'est plus, depuis longtemps, celle du stalinisme et on peut, pour la caractériser, reprendre la formule de Pierre Hassner " d'autoritarisme post-totalitaire " ¹³. L'épuisement du totalitarisme au sommet, puis l'injonction faite à la société de se démocratiser, de parler, permet la libération de la parole, notamment le récit des camps, des déportations, des répressions massives des années trente. La violence du système est mise à nu, avec un travail considérable de la mémoire.
- 13 Mais alors qu'une sortie du système soviétique sans cataclysmes, guerres civiles ou coup d'Etat semblait peu vraisemblable, il faut bien constater que le processus social et politique qui a abouti à la fin de l'Union soviétique à l'automne 1991 s'est fait sans violence majeure, y compris lorsqu'elle était possible, voire attendue. Elle n'était pas au rendez-vous lors des grandes grèves des mineurs en 1989 et 1991, ni du côté des grévistes, ni du côté du pouvoir politique qui avait compris que les mineurs pouvaient être un allié dans sa lutte contre les conservateurs, mais surtout savait combien l'usage de la force l'aurait discrédité. La tentative de coup d'Etat d'août 1991 est encore plus caractéristique. Même si l'on ne peut voir la résistance d'une société toute entière dans la présence de la foule massée devant la Maison Blanche ou dans le refus du commando d'élite Alpha de donner l'assaut, la mobilisation pacifique autour du Président Eltsine qui incarne la légitimité d'un pouvoir démocratiquement élu, n'en est pas moins un événement fondateur, qui montre avec éclat l'épuisement et l'illégitimité d'un système qui ne peut et ne veut plus recourir à la violence pour se maintenir.
- 14 Criminalité et insécurité
- 15 " Ces dernières années, la violence est devenue une caractéristique de notre temps. (...) la croissance de la criminalité touche à la fois la criminalité domestique et celle des groupes organisés, les femmes et les adolescents ont de plus en plus recours à la violence, on assiste à des accès de violence dans les conflits politiques et interethniques, qui ont aussi pour corollaire une progression très rapide du taux de détention d'armes dans la population " ¹⁴. Si la criminalité existait déjà à grande échelle pendant la période soviétique, notamment dans ses aspects économiques, (corruption, détournements,..) mais aussi, dans le " hooliganisme " ou la violence domestique, la démocratisation et l'ouverture de la société d'une part, le développement des relations de marché et notamment tout ce qui a eu trait à la privatisation et au contrôle des ressources d'autre part, ont à la fois révélé et amplifié le phénomène.
- 16 Données objectives et sentiments subjectifs sont intimement mêlés dans l'appréciation que l'on peut porter mais une chose est certaine : les dernières années ont profondément modifié la perception que la société a de la criminalité, contribuant largement à bouleverser la perception qu'elle avait d'elle-même. De ce point de vue, la criminalité joue de la même manière que d'autres éléments de la vie sociale qui ont été en même temps révélés et amplifiés, la société se découvrant en même temps qu'elle se produit.
- 17 Il est impossible de refaire la statistique criminelle de la période soviétique, et l'on sait simplement que les chiffres officiels devraient être révisés à la hausse. Encore aujourd'hui, les spécialistes admettent d'emblée, avant toute analyse statistique, une proportion élevée de " criminalité cachée ", le terme recouvrant deux notions différentes : les crimes non déclarés, non découverts, ou dissimulés ; et ceux qui, bien que déclarés ne sont pas enregistrés comme tels et ne figurent donc pas dans les statistiques ¹⁵.

- 18 Le système soviétique avait produit un discours sur la violence et la criminalité : " La criminalité et les problèmes qui lui sont liés dans les pays socialistes étaient supposés radicalement distincts de ceux du monde capitaliste (...) en dépit d'une tendance négative du taux de criminalité en URSS pour les trente dernières années, la conscience sociale était animée de l'idée illusoire que ce problème était par avance réglé de façon positive dans la construction socialiste "¹⁶. Cette présentation met en évidence la relation ambiguë qu'entretenait le système avec ces problèmes : d'une part, un discours extrêmement idéologique, critiquant les " théories bourgeoises " qui masqueraient la véritable nature de la violence, utilisée par les puissances impérialistes¹⁷ ; d'autre part, un discours des autorités chargées de la lutte contre la criminalité, qui sont obligées de reconnaître qu'elle existe, mais pour mieux expliquer que le crime est le propre de la société de classes et que l'URSS s'achemine vers son éradication. A l'autre extrême, on trouve une explication très psychologique de la personnalité criminelle et de ses comportements, qui commande la politique de répression et de redressement à mener à son égard¹⁸.
- 19 Si l'on se réfère à la fin de la période soviétique, une montée des crimes avec violence a été reconnue jusqu'en 1984-1985, suivie, semble-t-il, d'un déclin. La progression spectaculaire qui aboutit à la situation actuelle date de 1988 et 1989. Il faut aussi souligner que les catégories statistiques contemporaines concernant la criminalité en Russie sont complexes, en grande partie héritées de la statistique soviétique qui distinguait de très nombreuses catégories de " crimes ", beaucoup relevant de la " criminalité économique " ou des atteintes à la propriété de l'Etat sous diverses formes, ces crimes étant particulièrement sévèrement punis.
- 20 Si l'on prend comme référence une longue période, on constate entre 1960 et 1990 une multiplication par 3,2 de la criminalité en URSS, chiffre que l'on peut comparer à ceux des Etats-Unis (7,1), de la France (5,1) ou du Japon (1,5) ¹⁹. Une comparaison avec la Suède (base 100 en 1950) montre le contraste entre les deux pays jusqu'en 1980, avec un indice de 263,8 pour l'URSS et 475,4 pour la Suède. En 1991, les deux pays ont retrouvé le même niveau (indice 556) ²⁰. V.V. Luneev note une différence qualitative dans les proportions entre crimes contre la personne et crimes contre les biens : on observe dans les pays développés une tendance de longue période à la baisse des atteintes à la personne tandis qu'augmentent les crimes économiques, contre les biens, ce qui est noté comme une " humanisation "²¹ de la criminalité. La Russie appartiendrait à cette tendance générale, à la différence des pays d'Asie centrale par exemple, considérés comme pays en développement et connaissant par là un taux plus élevé de crimes avec violence.
- 21 Sur une période moins longue, on constate qu'entre 1976 et 1993, la criminalité a augmenté en moyenne de 239 %²². Plus précisément, elle a augmenté entre 1976 et 1985, pour retomber ensuite avant de remonter fortement à partir de 1989.
- 22 Ces années étant celles où, justement, la Glasnost commence à s'imposer jusque dans les statistiques et où l'atmosphère générale pousse plus à abonder sur la criminalité qu'à la cacher, il est ici difficile de faire la part des données objectives, qui peuvent trouver leur explication dans le développement rapide des coopératives et du " petit business ", générateurs de comportements plus ou moins criminels, et dans la crise croissante des forces de maintien de l'ordre, et de ce qui relève de l'appréciation subjective du phénomène par la société à un moment donné.
- 23 EVOLUTION DES STATISTIQUES DE LA CRIMINALITE²³

24 Année Nombre de crimes enregistrés Variation/année précédente

25 1976 834 998

26 1977 824 243 -13,0

27 1978 889 599 7,9

28 1979 970 514 9,1

29 1980 1 028 284 6,0

30 1981 1 087 908 5,8

31 1982 1 128 558 3,7

32 1983 1.398 239 23,9

33 1984 1.402 694 0,3

34 1985 1 416 935 1,0

35 1986 1 338 424 -5,5

36 1987 1 185 914 -11,4

37 1988 1 220 361 2,9

38 1989 1 619 181 32,7

39 1990 1 839 451 13,6

40 1991 2 167 964 17,9

41 1992 2 760 652 27,3

42 1993 2 799 614 1,4

43 L'élément le plus frappant dans cette statistique est sans aucun doute la grande irrégularité des variations. Il semble que régulièrement, il se soit opéré des " réajustements statistiques ", l'évolution sur longue période étant plus lisse. Le " pic " de 1983 s'explique largement par un changement de ministre de l'Intérieur, et l'on peut y voir plus généralement un effet de la " gestion Andropov " et de sa lutte ouverte contre la criminalité économique. En 1989, le développement accéléré des coopératives et du petit business s'accompagne de pratiques criminelles et des débuts de la " privatisation sécuritaire " ; en 1992, les bouleversements consécutifs à la privatisation et à la libération des prix favorisent l'accentuation de la criminalité économique. Ce qui expliquerait d'ailleurs une stabilisation à la baisse en 1993, non décelée dans les médias et dans l'opinion dont le degré d'inquiétude continue de croître de manière exponentielle. Il ne s'agit là que de tendances, de facteurs les plus visibles inscrits dans un faisceau beaucoup plus large.

44 La majorité des " crimes avec violence ", homicides et coups et blessures volontaires relèvent du fait divers, de la violence de rue ou encore de la violence domestique, (Ulitchnye ou na bytovom urovne). Les statistiques des meurtres sont celles qui augmentent le plus : les crimes ayant entraîné la mort seraient passés de trente-huit mille en 1990 à soixante-dix mille en 1994. Quant aux meurtres proprement dits, ils se sont élevés en 1995 à 31 500. Parallèlement, on observe une forte augmentation des disparitions de personnes recherchées sans succès (13 214 en 1990, 23 238 en 1994) ainsi que de la découverte de corps non identifiés (2 837 en 1990, 17 727 en 1994). Des changements qualitatifs sont aussi observés avec une augmentation spectaculaire de l'usage des armes à feu, autrefois rarissime. Sous le régime soviétique, il était difficile de s'en procurer, leur circulation était rigoureusement clandestine. Ainsi, la majorité

des crimes étaient commis à l'arme blanche. En 1995, des armes à feu qui provenaient directement ou indirectement (vol) de sociétés de sécurité privées ont été utilisées dans 3 650 meurtres.

- 45 La violence domestique marque une continuité avec les autres types de violence dans une tendance générale à résoudre tout conflit par la violence : " Dans des conditions de stress général, de dégradation morale, de désorientation matérielle et sociale, la violence domestique est devenue " normale ", comme faisant partie de l'ordre des choses "²⁴. Selon différentes estimations²⁵, les meurtres commis au sein de la famille constituent 30 % à 40 % du total. Bien que le phénomène ne soit pas spécifique à la Russie, il y atteint des proportions considérables, en raison notamment de l'alcoolisme. L'absence de débat, de campagnes d'information, de politique publique sur ce thème est d'autant plus frappante. L'ampleur du phénomène semble être reconnue par tous mais acceptée comme une fatalité, ou plutôt comme un problème impossible à résoudre, au contraire d'autres formes de criminalité, qui seraient éradicables par la répression. Ceci a amené des spécialistes²⁶ à proposer une législation spécifique, pour les crimes domestiques, qui combine à la fois des aspects préventifs (travailleurs sociaux, centres d'accueil) et judiciaires (tribunaux et procédures spéciales, plus proches des procédures mises en place pour les mineurs).
- 46 Le commentaire qui suit fait justice des analyses qui confondent trop souvent violence et mafia " la plupart des crimes graves ne sont pas commis en résultat de conciliabules et d'un calcul subtil, mais, comme une explosion, sous les yeux de tierces personnes (...) après un événement anodin et le plus souvent dans un contexte de débordements d'ivrogne "²⁷.
- 47 La criminalité organisée
- 48 " La situation est arrivée à un point tel qu'il est plus facile de tuer un concurrent que de lui faire concurrence "²⁸. La criminalisation de l'économie et du pouvoir est devenue l'un des points d'entrée principaux pour analyser la Russie aujourd'hui²⁹. Une version apocalyptique ne voit dans ce pays qu'une " grande révolution criminelle ", et une version plutôt cynique analyse froidement le phénomène comme l'un des avatars de la " transition ".
- 49 La criminalité organisée est en fait loin de constituer la majorité des manifestations de la violence. Mais il est essentiel de s'attarder sur le phénomène, car il est au cœur de ce que l'on peut appeler la " nouvelle violence " en Russie, en tout cas dans son caractère ouvert.
- 50 Les assassinats commandités d'hommes d'affaires, de banquiers, de députés ou de journalistes sont plus impressionnants et très médiatisés ; ils ont augmenté de manière exponentielle dans les dernières années (562 en 1994 selon les chiffres officiels), et dépassent depuis 1993 en pourcentage la croissance des meurtres domestiques. Il s'agit de meurtres " professionnels " à deux titres : ils sont commis par des professionnels et ont pour objet le monde des affaires et de l'argent. La moitié des victimes sont des businessmen, mais des journalistes trop curieux ou des magistrats trop zélés sont aussi la cible des tueurs à gages.
- 51 Régulièrement, la presse ou les spécialistes dressent une cartographie, particulièrement impressionnante pour Moscou et sa région, des " mafias " qui se partagent le territoire en le contrôlant, si bien qu'on a le sentiment qu'il n'y a plus un mètre carré dans la région de Moscou, appartements privés ou marchés, banques ou

restaurants qui ne leur appartiennent. Le caractère " ethnique " de ces groupes est très souvent souligné, sans que des preuves soient jamais avancées d'une division aussi rigoureuse du territoire et des tâches. Aux uns la fausse monnaie, aux autres l'argent de la drogue blanchi dans les casinos ou les banques, à d'autres encore le marché immobilier. Sans prétendre nier des faits qui se produisent chaque jour, la réalité est sans doute plus complexe, les connexions entre groupes et entre ceux-ci et le pouvoir sont multiples. Quant à la frontière entre légalité et illégalité, elle est beaucoup plus floue que ne le laissent penser les déclarations à propos des " criminels organisés ".

- 52 Un autre domaine lie la criminalité organisée à une violence qui s'étend à tous les niveaux de la société : le racket, qui concerne pratiquement toute activité privée, qu'elle soit elle-même ou non illégale, de l'entreprise employant plusieurs milliers de personnes au kiosque de la rue. Le paiement d'une protection est arraché de force au départ, parfois ensuite consenti avec d'autant plus de bonne grâce que la protection peut s'avérer plus efficace que le recours aux forces de l'ordre public. Un nombre élevé de crimes graves, meurtres, incendies, enlèvements, etc., ont un rapport direct avec le racket, soit lorsque deux groupes se disputent un territoire, soit lorsqu'un " protégé " ne veut plus payer. Le racket est ainsi assimilé à un impôt d'un genre particulier, certes, mais en définitive pas plus contestable qu'un autre car assorti de contreparties, sorte de prix à payer, parmi d'autres, pour le " passage au marché ". On peut ajouter que les activités liées au racket s'exercent parfois dans un vide pénal et juridique³⁰ qui ne facilite pas l'action et qu'il s'agit d'un domaine où les liens avec les forces de l'ordre corrompues sont les plus évidents.
- 53 On peut aussi tenter de dresser le portrait des acteurs de cette violence, ceux que K. Shlëgel³¹ appelle les Voyaks (va-t-en-guerre), type social inédit en Russie : des conflits " pour rien " mettent en scène ce nouveau personnage, plutôt civil que militaire, en situation d'échec personnel, incapable d'efforts et de travail pour construire une nouvelle vie. La voie de la violence est pour lui la plus simple et la plus rémunératrice. Il est armé, amateur de vidéos, sans idéologie, prêt à travailler pour n'importe qui, et possède la capacité de s'intégrer à ce qui est devenu une économie de guerre. Il est vainqueur car il joue sur le caractère inattendu du phénomène, sur la panique et l'hystérie, la lâcheté et l'incapacité de résistance d'une société anomique. Ce portrait est schématique mais son intérêt est de sortir de la pure instrumentalité de la violence criminelle organisée.
- 54 Régulièrement, des scandales mettent en évidence, non seulement une corruption " à la base " des membres des forces de l'ordre, du policier chargé des infractions au code de la route jusqu'à l'inspecteur en charge d'affaires criminelles, mais l'implication de hauts responsables des services de sécurité dans des activités criminelles. Ceux-ci sont périodiquement mis en cause, souvent lorsque d'autres responsables, éventuellement dans des services concurrents, organisent des opérations de " nettoyage " visant à mettre fin à la corruption à l'intérieur de l'Etat. La crise de la police marque à ce titre l'incapacité de l'Etat à assurer une de ses fonctions " naturelles ", la sécurité des biens et des personnes. Le taux de résolution des crimes était en Russie de 50 % en 1992, un chiffre équivalent au taux moyen mondial et très supérieur à celui des Etats-Unis (22 %) mais évidemment difficile à comparer aux 95 % affichés pendant la période soviétique³². Cet indicateur correspond non seulement à une statistique plus objective, mais à une véritable dégradation de l'activité policière, tétanisée par les changements en cours, dès 1987-1988. La crise de la police est aussi beaucoup une crise de confiance de la

population envers ses forces de l'ordre, qui se solde par une criminalité dite " latente " ou cachée, c'est-à-dire non enregistrée, ou bien par décision des policiers après dépôt d'une plainte, ou bien par non-déclaration ou non-communication. Dans le premier cas, le discrédit de la police est renforcé, ce qui provoque une progression du deuxième cas.

- 55 Cette crise profonde de la police a conduit à une privatisation de la sécurité. Des individus et des entreprises ont dès la fin des années quatre-vingt commencé à se protéger en ayant recours à des milices privées, parfois créées par les Afghantsy (soldats ayant combattu en Afghanistan), fondateurs de multiples réseaux d'entraide qui ont parfois abouti à une reconversion dans des entreprises de sécurité. Les Afghantsy fournissent notamment un contingent important des services de sécurité des banques, véritables milices en liaison étroite avec certaines fractions des forces de l'ordre³³.
- 56 Sans qu'on puisse s'appuyer sur des données chiffrées, il semble que la corruption est telle qu'une partie non négligeable des capitaux considérables accumulés par les acteurs privés en Russie est utilisée à verser des pots-de-vin aux fonctionnaires, y compris à la police. Un élément qui pourrait, à terme, renverser le processus, si les entrepreneurs en venaient à considérer qu'il vaut mieux payer des impôts que des services de sécurité privés et des pots-de-vin. Mais, le problème ne relève pas d'un simple calcul de coûts et avantages et pose beaucoup plus profondément la question de la confiance dans les institutions et dans la capacité de l'Etat à assurer la sécurité comme le fonctionnement de l'économie.
- 57 La collusion des groupes criminels avec la police dans de nombreuses villes a été notamment mise en évidence par l'opération " mains propres " lancée en novembre 1995 par le nouveau ministre de l'Intérieur Andreï Koulikov. Son prédécesseur, Viktor Erine, était considéré comme le protecteur de la corruption policière. Une opération de ce type peut se trouver freinée si elle va trop loin en risquant de compromettre des personnalités de premier plan.
- 58 En effet, jusqu'à de hauts niveaux de responsabilité dans l'Etat, on observe des règlements de comptes entre " clans " rivaux. Il peut s'agir soit de véritables organisations criminelles directement impliquées dans des opérations de détournements de fonds et illicites soit, dans un sens plus politique, des différentes factions qui forment l'entourage du Président et du gouvernement. Il est très important de distinguer ces deux niveaux, même si dans le second cas, des implications criminelles sont souvent présentes, chaque groupe s'appuyant sur des secteurs de l'économie bien précis, eux-mêmes fortement criminalisés (complexe militaro-industriel, nickel, pétrole et pétrochimie, secteur bancaire, achat d'espace publicitaire à la télévision, etc.).
- 59 Dans ces situations, il est rare que la liquidation physique, le meurtre commandité soient utilisés. Rumeurs publiques, révélations spectaculaires par voie de presse de faux secrets éventés, suivis de limogeages destinés à donner à l'opinion l'impression que la situation est maîtrisée, sont les mécanismes les plus courants. On pourra en revanche supprimer un journaliste trop opiniâtre, un homme d'affaires qui fait défection ou un fonctionnaire régional trop zélé.
- 60 Il nous semble toutefois important d'établir cette distinction pour souligner que la mafia n'est pas forcément directement infiltrée au coeur de l'Etat, que les processus en jeu sont plus complexes que ne le laissent voir les manifestations de la criminalité organisée et que l'on ne sait pas toujours qui manipule qui. Il est certain en revanche,

que la Russie post-soviétique offre l'image d'un système où l'économique et le politique sont profondément intriqués. Ceci était déjà vrai pendant la période soviétique. Mais il existait des règles de comportement, des circuits obligés, notamment les circuits politiques et les rouages du Parti. Une fois ceux-ci disparus dans leur principe de contrôle et de régulation, y compris de l'illégalité, les intérêts économiques et politiques, dont le ressort essentiel est le pouvoir et les ressources qu'ils procurent, se sont retrouvés face à face, à l'état brut. Ils se sont appuyés, en partie sur les anciennes règles tacites du système, et surtout, sur des réseaux de relations personnelles tissés de longue date, tout en devant en même temps adopter de nouvelles stratégies et trouver de nouveaux partenaires, que ce soit dans les générations montantes des " nouveaux Russes " ou dans des connexions internationales qui peuvent, mais ce n'est pas toujours le cas, relever de la vraie Mafia.

- 61 La distinction entre criminalité organisée étendant ses ramifications jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir et délinquance ou criminalité ordinaire est bien sûr en partie artificielle. Comme partout ailleurs dans le monde, les connexions sont permanentes entre grands groupes organisés et petits délinquants. Plus qu'ailleurs peut-être, le hasard ou l'incertitude fait que des gens se retrouvent en situation de participer de près ou de loin à des activités criminelles. Les structures privées en lien avec le monde criminel sont tellement nombreuses qu'un jeune diplômé ou étudiant à la recherche d'un salaire a des chances non négligeables de trouver un travail dans une entreprise en marge de la légalité ou tout à fait criminelle.
- 62 Le secteur de l'immobilier, notamment à Moscou et à Saint-Pétersbourg, est un exemple de ce milieu où se côtoient petits délinquants, hommes de main et grand banditisme. Les récits sont légion d'expulsions monnayées (contre argent ou relogement) ou forcées (allant parfois jusqu'à l'élimination des plus récalcitrants ou des plus démunis) des habitants de bâtiments beaux mais vétustes, souvent situés en centre-ville et qui constituent des opérations immobilières potentielles particulièrement intéressantes³⁴.
- 63 Au sociologue qui lui demandait pourquoi il avait accepté de répondre, l'une des personnes interrogées dans une enquête menée à Saint-Pétersbourg³⁵ répond : " Parce que c'est mieux que l'on raconte moins de contes de fées [à propos de la situation] ; je fais ce que l'Etat ne peut pas faire, permettre un business normal et assurer la sécurité ; et je ne le fais pas si mal (...). Et après tout, le crime organisé, c'est mieux que le crime non organisé, non ? "
- 64 Le pouvoir sur la redistribution des ressources, assuré par le contrôle d'un territoire et l'allégeance des " protégés " peut être aussi important que les ressources elles-mêmes. Dans cette situation, le recours à la violence obéit à une instrumentalité forte, comme une ressource mobilisée pour menacer, faire céder, ou éliminer. La privatisation de la violence en Russie, qui n'est peut-être qu'un élément de la tendance plus générale à la privatisation de la vie sociale³⁶ est engagée de telle manière que les fonctions de l'Etat sont assurées par des forces privées, en infraction aux lois de l'Etat, mais en partie sous leur protection et dans la confusion des rôles. Mais ces forces privées rétablissent un monopole sur le territoire, géographique ou sectoriel, qu'elles contrôlent, même à l'échelle d'un pâté de maisons. Par ailleurs, l'Etat continuant d'exercer des prérogatives et des capacités d'action à l'échelle du territoire de la Fédération de Russie, voire au-delà, on aboutit à une privatisation imparfaite.
- 65 Le bezpredel en héritage

- 66 La persistance et l'aggravation de la violence au sein des institutions constituent sans aucun doute l'héritage le plus flagrant de la période soviétique, procédant à la fois de ses fondements et de son épuisement. Les institutions répressives " classiques " sont en effet devenues le lieu de tous les débordements.
- 67 Le terme de *bezpredel*³⁷, arbitraire sans limites, est venu du vocabulaire des camps et des prisons pour prendre ensuite une acception plus large. Si l'on évoque un héritage, c'est parce que l'enfermement, qu'il s'agisse des camps, des prisons, des malades mentaux, était le domaine le plus marqué par la violence dans le système soviétique.
- 68 La Glasnost permit une mise au jour de cette violence qui apparut alors comme un point de non-retour. La dénonciation des faces les plus honteuses de la stagnation brejnévienne, non pas les millions de déportés, mais l'arbitraire quotidien, semblait en elle-même un antidote. La fin du système soviétique n'a pas mis fin à ces manifestations qui ont eu plutôt tendance à s'aggraver, notamment dans l'armée. Pour Ū.M. Antonân, le *bezpredel* des prisons " non seulement décrit les comportements arbitraires de l'administration (...) mais rend surtout compte de la situation de non-droit des prisonniers, de l'indifférence de la société à leur égard, de la misère de leur quotidien et de la violence cruelle dont beaucoup sont l'objet de la part des autres prisonniers " ³⁸.
- 69 La même phrase pourrait être écrite pour décrire les relations qui règnent dans l'armée, entre officiers et appelés, ou surtout entre appelés plus âgés et jeunes recrues, la *dedovchtchina*. Une littérature abondante existe sur ce sujet, qui a été largement dénoncé à travers la presse pendant la *perestroïka*, a mobilisé l'association " Le bouclier " et le Comité des mères de soldats, puis est devenu l'objet d'études sociologiques et scientifiques, y compris à l'intérieur de l'institution militaire³⁹. Ces pratiques dégradantes et ces violences, exercées particulièrement par les appelés plus âgés (le service militaire dure deux ans) sur les nouvelles recrues sont massives. Désignées sous l'euphémisme officiel de *neustavnye otnochnenie*⁴⁰, elles sont, selon les sondages, observées et confirmées par 50 % à 70 % des appelés, simples soldats et sergents⁴¹. Elles provoquent des séquelles graves, des maladies mentales, des suicides, et comptent pour beaucoup dans les très nombreux⁴² décès de soldats (hors conflits armés) enregistrés chaque année. Avec le passage de la condition de victime à celle de bourreau (la jeune recrue passant en deuxième année et accédant au rang de " grand-père ", selon l'expression argotique consacrée), ces pratiques instituent, un double comportement, celui de la " morale universelle " et celui de la " morale virile " : " La violence physique et une vision hiérarchisée de la société s'y mêlent dans un noeud inextricable avec la violence institutionnelle de l'armée, où le monde apparaît comme un champ de bataille " ⁴³.
- 70 La pratique similaire de *zemplâcestvo*, qui s'exerce en fonction de l'origine nationale, a au cours des années soixante-dix et quatre-vingt pris autant, sinon plus d'importance, avec le poids démographique des Républiques d'Asie centrale et de Transcaucasie, visible dans les casernes et vécu comme une menace par les Russes, les attitudes racistes ou xénophobes étant accentuées dans l'institution militaire. Le refus de cette pratique a ensuite été l'un des moteurs des revendications nationales des Républiques à la fin des années quatre-vingt, lorsque ces questions sont devenues l'objet d'un débat public et ont cessé d'être systématiquement occultées par l'institution militaire⁴⁴. A " l'école de la cruauté ", s'ajoute donc une " école de la haine " envers des groupes nationaux. Le récit fait par un jeune policier russe, membre des unités spéciales OMON après plusieurs mois en Tchétchénie, en est une illustration : " Je suis né dans le

Caucase du Nord et on m'avait toujours appris à respecter les peuples et les cultures du Caucase. Tout a été fini avec le service militaire, dès le voyage en train qui nous conduisait dans notre unité. Les groupes se sont formés par nationalité, " ils " (les Caucasiens) étaient toujours plus nombreux, j'ai souffert pendant deux ans.(...) Peut-être que chaque peuple a ses qualités, mais moi je les déteste, je les méprise (...) Les Tchétchènes, c'est pareil, ce ne sont pas de vrais soldats, ils tirent dans le dos (...) "⁴⁵.

71 La violence de l'Etat

72 L'Etat lui aussi, malgré le processus de démonopolisation de la violence décrit plus haut, notamment pour certaines des fonctions traditionnelles de l'Etat en matière de sécurité, a recours à la force. Il est faible mais d'autant plus capable de violence qu'il est peu légitime et traversé de forces centrifuges. Ces forces ont de plus en plus tendance à instrumentaliser les ressources coercitives dont elles disposent pour des intérêts privés ou de groupes.

73 Les événements d'octobre 1993, au cours desquels se sont succédés le coup de force " illégal " d'un président " légitime " - la dissolution du Parlement - et la rébellion, écrasée dans le sang, du Parlement russe, en conflit ouvert avec le Président depuis plusieurs mois, marquent dans l'histoire contemporaine de la Russie une étape aussi importante qu'août 1991, mais en sens opposé. Dans les deux cas, la question du passage ou du non-passage à la violence est fondamental et détermine la légitimité des acteurs et des institutions. En ce sens, le Président russe a perdu avec l'assaut de la Maison Blanche (3 et 4 octobre 1993) une grande partie de la légitimité qu'il avait gagnée devant ce même bâtiment en août 1991. Le tabou du sang, de la guerre civile, a été brisé, et pour la majorité de l'opinion, il l'a été par le pouvoir. Le recours à la violence en 1993 a profondément aggravé la coupure entre l'Etat et la société, déjà entamée avec les réformes économiques de 1992. On a pu ainsi parler d'une " limite invisible qui a été franchie " : " Tout a changé depuis octobre 1993, la violence résonne à nouveau mais de manière ouverte, au vu et au su de tous, à la différence des sociétés fermées où l'on efface les traces. La violence est devenue une manifestation à laquelle il faut s'habituer "⁴⁶.

NOTES

1. Anne Le Huerou est doctorante à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

2. Cette étude doit beaucoup aux discussions menées au sein du CADIS, qui ont permis de combiner l'approche sociologique avec celle des " études russes ", mais aussi à la relecture attentive et critique de Myriam Désert et Gilles Favarel-Garrigues. Sans oublier, sur un thème délicat, l'hospitalité et les conseils de mes interlocuteurs russes.

3. Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence : essai de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

4. L'ouvrage collectif *Totalitarismes*, Guy Hermet (dir.), Paris, Economica, 1984, reste une référence.

5. Le bilan des violences et des victimes des soixante-dix années de régime soviétique reste difficile à établir avec exactitude : on sait que la collectivisation a fait entre cinq et dix millions de victimes, qu'en 1953, deux millions et demi de personnes étaient en camp ou colonie de travail ; quant au bilan de la Seconde Guerre mondiale, il est établi aujourd'hui à vingt-six ou vingt-sept millions. Cf. notamment Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, qui relie les événements les plus tragiques de l'histoire soviétique aux statistiques démographiques.
6. Dont les deux plus marquants restent *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne (Paris, Seuil, 1974-1976), et peut-être plus encore les *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov (Paris, La Découverte, Fayard, 1974-1976).
7. Cf. le témoignage d'Ivan Koriaguine, "Derrière les murailles grises" in *Continent*, n° 1, 1988, p. 44-49.
8. Cf. infra., dans la deuxième partie, la description de la *dedošcina*.
9. Bertrand Badie, "Les ressorts culturels du totalitarisme", dans *Totalitarismes*, op. cit., p. 116.
10. Boris Slavnyj, "Grazdanskoe občestvo ili grazdanskaâ vojna ?" [Société civile ou guerre civile ?] in *Znamâ*, 1992, n° 2, p. 212-225.
11. Françoise Thom, *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette-Pluriel, 1989.
12. Respectivement *Literaturnaâ Gazeta*, 17/2 et 5/10, 1988 et *Les Nouvelles de Moscou*, 10 juillet 1988, cités par Françoise Thom, op. cit., p. 16.
13. Pierre Hassner, "Le totalitarisme vu de l'Ouest", dans *Totalitarismes*, op. cit., p. 33.
14. Uri M. Antonân, *Zestokost' v našej zizni* [La cruauté dans notre vie], Moscou, Infra-M, 1995, p. 54.
15. *Izmeneniâ prestupnosti v Rossii* [Les évolutions de la criminalité en Russie], *Kriminologiceskaâ assosiaciâ* [Association criminologique], Moscou, 1994, p. 5-6.
16. Luneev V.V, "Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie" [Les tendances de la criminalité : mondiales, régionales, russes] in *Gosudarstvo i Pravo*, n° 5, 1993, p. 3.
17. Cf.. Denissov V.V, *Sociologiâ nasiliâ*, Moscou, Politizdat, 1975.
18. Voir notamment Walter D. Connor, *Deviance in Soviet Society*, New-York and London, Columbia University Press, 1972 ; Ilya Zeldes, *The Problems of Crime in the USSR*, Springfield (Ill), Charles C. Thomas, 1981.
19. Viktor V. Luneev, "Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie", op. cit., p. 7.
20. Idem., p. 12.
21. Ibid.
22. "Criminal Russia : 1/ The Unbounded disorder of the time of Transformation of Property" in *Russian politics and law*, juillet-août 1995, p. 9. [traduction d'une série d'articles parue dans *Izvestiâ* sous le titre "ugolov'naâ Rossiâ" [La Russie criminelle].
23. Source : ministère de l'Intérieur et ministère de la Justice de Russie. Chiffres parus dans *Russian Politics and Law*, juillet-août 1995, p. 10.
24. Entretien avec Vitali Kvashis, Institut de criminologie, Moscou, 8 mai 1996.
25. Les statistiques distinguant la cause des homicides donnent des chiffres inférieurs car la majorité des meurtres sont classés en "autres raisons", ce qui n'est pas propre à la Russie.
26. D.A. Šestakov, "Konsepcii zakonoproekta o preduprezdenii nasiliâ v sem'e", *mezhdunarodnaâ konferenciâ*, "deviantnoe povedenie i social'nyj kontrol' v posttotalitarnom občestve" [conceptions du projet de loi pour la prévention de la

violence à l'intérieur de la famille. Conférence internationale "comportement déviant et contrôle social dans une société post-totalitaire", trudy Sankt-Peterburskogo filiala Instituta sociologii RAN (publications de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Saint Pétersbourg)- seriâ II, n°1, Saint-Pétersbourg, juin 1996, p. 39.

27. Uri M. Antonân, Zestokost' v našej zizni [La cruauté dans notre vie], op. cit., p. 59.

28. Entretien avec D.V., politologue et expert, 26 avril 1996.

29. Cf. notamment Mark Galeotti, " Organized crime in Moscow and Russian national security ", Low Intensity Conflict and Law Enforcement, vol. 1, n° 3, hiver 1992, p. 237-252 ; " Organized crime IV : the Russian connection " in Journal of Contemporary Criminal Justice, vol. 11, n° 4, décembre 1995, numéro spécial consacré à l'histoire et aux différentes manifestations de la criminalité organisée en Russie.

30. M. P. Klejmenov, O. V. Dmitriev, Deâtel'nost' organov vnutrennih del po bor'be c vymogatel'stvom [L'activité des services des Affaires intérieures dans la lutte contre le racket], Omsk, MVD, Ecole supérieure de la police, 1995. Les auteurs soulignent notamment la difficulté de lutter contre le racket quasi légal des services de sécurité privés de certaines entreprises ou compagnies d'assurances.

31. Karl Slégel', " Novyj porâdok v nasilie : razmyšleniâ o metamorfozah nasiliâ " [Le nouvel ordre de la violence : réflexions sur les métamorphoses de la violence] ; Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obščestvah [Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires] in Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47.

32. Viktor V. Luneev, " Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie ", op. cit., p.15.

33. Jacques Sapir, Le chaos russe, Paris, La Découverte, 1996.

34. Les nouvelles de Moscou en date du 1er août 1996 font état d'une enquête récente réalisé par un sociologue de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences à Saint-Pétersbourg dans le milieu du "moyen banditisme". Il s'agit d'entretiens approfondis portant sur plusieurs dizaines de membres du "milieu" pétersbourgeois. L'un des interviewés explique comment " toutes les méthodes " sont utilisées pour expulser les habitants, " de simplement expliquer au gars qu'il 'n'habite plus ici', jusqu'aux plus brutales "

35. Idem.

36. Vladimir Shlapentokh, " Russia : privatisation and illegalization of social and political life ", The Washington Quarterly, 19 (1), hiver 1996, p. 65-85.

37. "Absence de limites", ou "arbitraire" (on utilise aussi proizvol). Ces termes ont été employés massivement pendant la perestroïka, notamment dans les journaux et les revues qui dénonçaient les conditions de vie et les exactions commises dans l'armée ou dans les prisons. Ces termes appartiennent désormais, dans l'opinion et dans les médias, au vocabulaire commun dès qu'il s'agit de nommer ou dénoncer des situations d'abus, de violations de droits, de violence, particulièrement lorsqu'elles sont le fait des institutions.

38. Uri.M. Antonân, op. cit., p. 67.

39. On peut citer ici les travaux de I. V. Merkulov, " Proishozhdenie i suščnost' dedovščiny v armii " [Origine et essence de la dans l'armée] in Sociologičeskie issledovaniâ, n° 12, 1992 ; N. I. Marcenko, " K voprosu o genezise i suščnosti neustavnyh otnošenii " [A propos de la genèse et de l'essence des relations non réglementaires] Idem., n° 12, 1993 ; Vladimir V. Ivanov, " Sistemnyj vzglâd na prirodu dedovščiny " [Un regard systémique sur la nature de la dedovščina] Ibid., n° 3, 1995 ; Igor V. Obrazcov, "

Formy proâvleniâ neustavnyh otnošennii " [Les manifestations des relations non réglementaires] Ibid., n° 1, 1996 ; Uri. M. Antonân, op. cit., chap. 3, p. 81 sq. Il existe aussi les rapports des Comités de mères de soldats, notamment de l'organisation indépendante de Saint-Pétersbourg, qui travaille beaucoup sur cette question ; cf. aussi le rapport du Conseil de l'Europe concernant la demande d'adhésion de la Russie, Doc. 7463, 1995, § 57, p. 13.

40. Relations non réglementaires, définies comme " toute forme d'atteintes à la personne et aux droits des appelés de la part d'autres appelés, de n'importe quelle catégorie que ce soit, aggravées par l'impunité jusqu'à devenir des infractions au droit ", par. S. I. S'ebin et. V. M. Kruk in *Dedovščina v voinskih kollektivah : priciny, vyâvleniâ i iskoreniâ. Social'no psihologiceskij aspekt* [La dedovščina dans les collectifs militaires : causes, mise à plat et voies d'éradication], Moscou, VPA, 1990.

41. Uri M. Antonân, *Zestokost' v našej zizni*, op. cit., publie des extraits de lettres, témoignages et documents, p. 86 sq.

42. Huit mille, selon les mères de soldats ; 95 pour 100 000 selon une enquête du Parquet militaire et du ministère de la Défense réalisée en 1991 (URSS).

43. Uri Levada, *L'homme soviétique ordinaire*, op. cit., chap 5, p. 146.

44. Idem., p. 141.

45. Entretien avec Oleg, 26 ans, OMON dans une unité envoyée plusieurs semaines en Tchétchénie, 27 avril 1996.

46. Karl Slégel', " novyj porâdok v nasilie : razmyšleniâ o metamorfozah nasiliâ " [Le nouvel ordre de la violence : réflexions sur les métamorphoses de la violence] in *Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obščestvah* [Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires], *Voprosy filosofii*, n° 5, 1995, p. 3-47.

INDEX

Index géographique : Russie

Mots-clés : mafias et crime organisé, violence